

TRAJECTOIRE INTÉGRITÉ
PERFORMANCE RESPECT
DE L'ENVIRONNEMENT
SOLIDITÉ CLIENT
ENGAGEMENT
Groupe EDF – Rapport annuel 2003
Développement durable
EUROPE DROIT MONDE
RESPONSABILITÉ
DÉVELOPPEMENT DURABLE
SOCIÉTÉ SERVICE PUBLIC
ÉNERGIE FUTUR
DURABLE INTÉRÊT
GÉNÉRAL OUVERTURE

Quand votre monde s'éclaire



En 1992, la conférence des Nations unies du “Sommet de la Terre” de Rio a consacré la notion de développement durable ainsi définie :

“ Le développement durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité de futures générations à répondre à leurs propres besoins. ”

Rapport Brundtland, 1987

Il s’agit de rechercher en permanence l’équilibre entre développement économique, protection de l’environnement et progrès social. Cela suppose une démarche de dialogue et de concertation entre les acteurs sociaux et économiques.

Message du Président



© La Médiathèque EDF – Stéphane Remael

Notre action en faveur du développement durable est indissociable de notre métier d'énergéticien principalement centré sur l'électricité, produit de première nécessité, qui partout accompagne le progrès économique, social, culturel et sanitaire. Dans la durée, notre propre prospérité est liée à celle de nos clients et à celle des sociétés où nous travaillons.

Exprimé par notre adhésion au Pacte mondial en 2001, notre engagement n'a de sens que comme un engagement collectif : celui des managers, dans chaque pays et chaque métier, dont les objectifs de résultat intègrent les exigences du développement durable, celui des équipes sur le terrain, dont les gestes techniques ou les démarches commerciales doivent concourir au bien-être, à la sécurité de chacun et de tous, aujourd'hui et demain. Il s'agit d'un comportement de groupe, dont l'obtention de la certification ISO 14001 est la manifestation la plus visible, mais qui s'exprime aussi par de multiples initiatives en Europe et dans le monde, et notamment la Charte éthique.

Il en va ainsi de l'action engagée en Chine pour vacciner les employés de la centrale de Laibin B et leurs familles, des initiatives d'Edenor et de Light en Amérique latine pour encourager l'instruction et la culture ou participer à la préservation du biotope de sites hydrauliques. C'est le sens des initiatives d'EDF Energy au Royaume-Uni pour aider les foyers à faible revenu à mieux gérer leur consommation d'énergie. C'est, bien sûr, ce qui fonde l'attachement des équipes, en France et ailleurs, aux valeurs du service public : égalité de traitement, continuité et qualité de la fourniture, solidarité, attention constante à l'intérêt général. Cette culture citoyenne, nous entendons la développer. Le lancement, en 2003, des Trophées du développement durable, qui ont rassemblé des centaines de projets de nos équipes et de leurs partenaires dans le monde, va dans ce sens.

C'est sur cette base de comportement que le Groupe s'appuie pour mener sa politique de responsabilité, de solidarité et d'ouverture, exprimée à travers les engagements de son Agenda 21.

Nous entendons toujours progresser dans notre responsabilité à l'égard de ceux qui nous font confiance, de nos clients et de la société. Nous nous attachons à assurer notre propre pérennité par la rentabilité de notre activité, en fort progrès cette année. Nous proposons à nos clients des solutions économes en énergie évitant pollutions et émissions de gaz à effet de serre. Nos engagements industriels visent à préserver l'environnement et à garantir la sécurité de tous : recours au gaz en Égypte, au Mexique et en Côte d'Ivoire, à l'hydraulique en France, en Amérique latine et au Laos, développement d'un des parcs éoliens les plus importants au monde, recherches sur le photovoltaïque et la pile à combustible, recours au nucléaire dans des conditions rigoureuses de sûreté.

Même si l'électricité devient un produit soumis aux lois du marché, n'oublions pas qu'elle répond à un besoin vital et qu'elle est aussi un produit collectif. Les grandes pannes qui ont marqué l'année 2003 dans le monde ont rappelé que, dans le secteur électrique, une défaillance locale peut paralyser tout un pays. L'investissement dans les réseaux et les moyens de production exige une vision responsable à long terme. De plus, l'électricité, produit indispensable, doit être accessible à tous, physiquement et financièrement. C'est le fondement de ce qu'on appelle service public en France et qui est notre démarche partout dans le monde. C'est ce qui nous motive à développer des solutions pour les banlieues déshéritées des pays en développement ou pour les régions rurales pauvres et éloignées des réseaux. C'est ce qui nous pousse à travailler avec les associations et les services sociaux, pour que des familles en difficulté continuent à bénéficier d'une alimentation électrique.

Nous nous sommes engagés à affiner notre écoute et notre capacité de dialogue avec tous. Cette démarche est déjà développée en interne, où le dialogue social et la concertation accompagnent les importantes évolutions que nous menons pour nous adapter au marché concurrentiel en Europe et accroître notre compétitivité. À cet égard, notre comité d'entreprise européen est un véritable lieu d'échange. Nous nous tournons aussi de plus en plus vers nos interlocuteurs externes. En France, les rencontres régionales de 2003 "Gagner ensemble" ont mis en contact des milliers de salariés d'EDF avec leurs clients et leurs interlocuteurs locaux. Plus largement, nous travaillons avec les associations, les administrations, les élus, pour rendre compte de notre activité et aussi pour mener ensemble des actions environnementales et solidaires.

Notre ambition est d'être un groupe de référence dans le monde pour sa capacité à faire de son activité un levier de progrès pour tous.

François Roussely
Président d'Electricité de France

SOMMAIRE

Message du Président	1
Référentiel et parties prenantes	3
Vision et stratégie	4
Profil	6
Un Groupe ouvert	8
Gouvernement d'entreprise	8
Responsabilité	9
Une entreprise tournée vers l'humain	10
Un Groupe responsable	14
Un engagement de long terme dans la production d'énergie par ENR ⁽¹⁾	14
Préserver la nature	16
Priorité à la sûreté	18
Un Groupe engagé	21
Des solutions énergétiques durables	21
Recherche et Développement	22
L'énergie pour le développement	23
Au service des clients démunis	24
Un Groupe partenaire	25
Partenariats institutionnels	25
Partenaire des organisations professionnelles	25
Partenaire des ONG ⁽²⁾	26
Tableau de correspondance	28

(1) Énergies renouvelables.

(2) Organisations non gouvernementales.

Unités

- kilowattheure (kWh) : unité de mesure de travail et d'énergie, correspondant à 1 000 watts par heure. Un kilowattheure correspond à la consommation d'un appareil électrique de 1 000 W fonctionnant pendant une heure. On utilise aussi ses multiples exprimés en MWh (mégawattheure) ou TWh (térawattheure) avec 1 MWh = 1 000 kWh et 1 TWh = 1 milliard de kWh.
- Sievert (Sv) : unité légale d'équivalent de dose, qui permet de rendre compte de l'effet biologique produit par une dose de radioactivité donnée. Un millisievert (mSv) correspond à un millième de Sievert. Un microsievert (µsv) correspond à un millionième de Sievert.
- kWc : le kilowatt crête mesure la puissance obtenue au moment de l'ensoleillement maximal.
- Becquerel (Bq) : unité légale de mesure internationale utilisée en radioactivité. Cette unité représente des activités tellement faibles que l'on emploie habituellement ses multiples : le GBq (giga ou 10⁹ becquerels) et le TBq (tétra ou 10¹² becquerels).

Code couleur des graphiques :

- les informations EDF maison mère sont indiquées en bleu ;
- les informations relatives aux autres sociétés du Groupe sont indiquées en jaune orangé ;
- les informations groupe EDF sont indiquées en vert.

Code des pictogrammes :

 Pacte mondial –  GRI –  www.edf.com –  Rapport annuel 2003

Référentiel et parties prenantes

ORGANISATION DU RAPPORT

Le rapport Développement Durable 2003 du groupe EDF est structuré dans l'optique de rendre compte des engagements du Groupe et en particulier au titre de son Agenda 21⁽¹⁾ et au titre du Pacte mondial (🌐)⁽²⁾.

Il s'inscrit dans le cadre de référentiels externes : lignes directrices du Global Reporting Initiative (GRI⁽³⁾) (💡), loi française dite NRE sur les nouvelles régulations économiques.

En dernière page, vous trouverez une table de correspondance entre les indicateurs publiés et leurs références GRI, les articles NRE et les principes du Pacte mondial auxquels ils sont liés.

Ce rapport rend compte d'une partie des actions du groupe EDF.

Plus d'informations sur les résultats et les références relatives à la politique du groupe EDF en matière de développement durable sont disponibles sur le site www.edf.com (🌐).

Certaines informations générales se trouvent dans le *rapport annuel 2003* (📖).

Notre Agenda 21, élaboré et signé en 2001 constitue le fil directeur de ce rapport structuré autour de quatre axes :

- un Groupe ouvert,
- un Groupe responsable,
- un Groupe engagé,
- un Groupe partenaire.

INDICATEURS



Pour rendre possibles les analyses comparatives, le groupe EDF a retenu des indicateurs cohérents avec les critères du GRI (Global Reporting Initiative).

En 2001, EDF maison mère et six sociétés du Groupe, EnBW en Allemagne, Light au Brésil, Edenor en Argentine, London Electricity (devenue EDF Energy) en Grande-Bretagne, Demasz en Hongrie, Électricité de Strasbourg en France, ont défini et testé un tableau de bord expérimental d'indicateurs de développement durable publié dans le *rapport d'activité 2001*.

En 2002, le périmètre a été élargi et une première consolidation au niveau du Groupe a été effectuée pour certains indicateurs publiés dans le *Guide des indicateurs de Développement Durable* du rapport d'activité 2002.

En 2003, le groupe EDF a encore amélioré ses méthodes de collecte et de consolidation. En particulier, les données environnementales des sociétés mexicaines ainsi que les données sociales et les émissions de CO₂ de Dalkia ont été intégrées aux chiffres consolidés du Groupe.

Les indicateurs de Développement Durable "groupe EDF" suivent les règles de la consolidation financière, sur un périmètre plus restreint.

Les chiffres 2002 présents sont calculés sur les mêmes bases de consolidation de manière à pouvoir comparer les performances 2002 et 2003.

LES PARTIES PRENANTES DE NOTRE ACTIVITÉ



Nos clients : garantir la continuité de fourniture à des prix compétitifs sur des marchés de plus en plus ouverts, offrir des produits adaptés à leur demande, les conseiller.

Nos actionnaires : assurer la rémunération des capitaux investis.

Nos collaborateurs : développer leur emploi et assurer leur protection sociale sur la durée dans un climat de confiance et leur offrir les meilleures conditions de travail pour leur développement professionnel.

Nos fournisseurs : leur garantir un traitement équitable et les associer à nos objectifs.

Les riverains de l'ensemble de nos sites : garantir une écoute attentive et la recherche de solutions partagées pour leurs activités et leur cadre de vie.

Les associations et les ONG : écouter et prendre en compte leurs attentes autant que possible.

Les pouvoirs publics et les collectivités territoriales : être un vecteur de progrès économique et social des communautés que nous desservons ; accompagner les collectivités territoriales dans leur démarche et leurs projets.

(1) Agenda 21 : lors du "Sommet de la Terre" de Rio en 1992, plus de 150 États ont signé un programme d'actions pour le 21^e siècle : l'Agenda 21. Les acteurs territoriaux, les entreprises, les associations sont invités à décliner ce programme à leurs échelles à travers la définition et la mise en œuvre d'agendas 21 qui leur sont propres. Ils sont appelés à être les acteurs de ce développement au quotidien.

(2) Global Compact.

(3) GRI : initiative à vocation internationale lancée par la "Coalition of Environmental Responsible Economies" (CERES) et le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE) pour promouvoir l'harmonisation des données publiées, sur une base volontaire, par les entreprises sur leurs performances environnementales, économiques et sociales.



Vision et stratégie



La stratégie du groupe EDF est de faire du développement durable un enjeu commun à tous ses collaborateurs, placé au cœur de son mode de fonctionnement.

Dans cette perspective, le groupe EDF :

- oriente ses choix de production vers des solutions innovantes, intégrant le recours aux énergies renouvelables,
- développe pour ses clients de nouveaux services élargis aux économies d'énergie et aux énergies vertes,
- travaille avec ses fournisseurs et ses partenaires à améliorer la qualité des solutions élaborées ensemble,
- renforce la qualité et le contenu du dialogue avec l'ensemble de ses parties prenantes,
- se fixe comme défi prioritaire l'accroissement de l'efficacité énergétique à la fois pour ses clients et pour la collectivité.

En effet, l'efficacité énergétique est l'un des meilleurs moyens de faire accéder à l'énergie ceux qui ont le moins de ressources, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de protéger l'environnement local et d'optimiser les investissements de production.

Notre culture de service public nous a conduit depuis longtemps à dialoguer avec les représentants territoriaux et nationaux de la collectivité et nous continuerons à le faire non seulement en France mais partout où nous sommes présents.

Ces démarches s'accordent avec nos valeurs de responsabilité et d'excellence telles qu'elles sont exprimées dans notre Charte éthique adoptée en 2003.

Nous entendons, dans cet esprit d'ouverture, placer nos performances sous le regard de l'externe. En avril 2002, le Groupe a reçu la certification globale ISO 14001, confirmée en 2003. Cette démarche s'étend à chacune des entités avec le déploiement d'un système de management de l'environnement Groupe. En 2004, le groupe EDF a prévu d'engager une démarche qualité de ses indicateurs Développement durable.

> LES TROPHÉES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Groupe a lancé en 2003 les Trophées du développement durable pour promouvoir l'appropriation du Développement Durable et encourager les initiatives de tous ses salariés dans le monde : 437 projets très concrets ont été présentés. Ils ont associé plus de 2 000 salariés et leurs partenaires. 12 projets gagnants ont été sélectionnés par un jury composé de personnalités extérieures, à l'occasion d'une cérémonie présidée par François Roussely, en présence de Tokia Saïfi, secrétaire d'État au Développement durable en juin 2003 à Paris.

Certains projets lauréats sont cités au fil du rapport pour illustrer par des actions concrètes l'engagement de nos salariés.

UN ENGAGEMENT INTERNATIONAL DURABLE

Le Pacte mondial⁽¹⁾ a été lancé par le Secrétaire Général des Nations unies en juillet 2000, pour favoriser le dialogue entre les entreprises, les agences des Nations unies, le monde du travail et la société civile autour de neuf principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail et à l'environnement.

En adhérant volontairement au Pacte mondial, les entreprises s'engagent à promouvoir et respecter ces principes et à contribuer, avec les autres parties prenantes, à la recherche de solutions pour une mondialisation plus humaine et mieux acceptée. Environ 1 200 entreprises à travers le monde avaient adhéré au Pacte mondial, dont un peu plus de 200 entreprises françaises.

En 2003, EDF s'est montré un partenaire actif dans le respect des engagements pris par son Président en juillet 2001.

Des représentants du groupe EDF ont participé systématiquement aux différents colloques thématiques organisés par les Nations unies sur la lutte contre le sida, sur les partenariats et sur la santé/sécurité.

Dans le cadre de l'initiative lancée par Kofi Annan au "Sommet de la Terre" de Johannesburg, EDF a participé en novembre 2003 au séminaire organisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Madagascar et présidé par le Premier ministre malgache. Son objectif : lancer un projet d'électrification rurale, à partir d'énergies renouvelables, bénéficiant aux populations les plus pauvres et associant l'ensemble des acteurs locaux.

EDF a également été partie prenante au forum d'apprentissage annuel de Belo Horizonte (Brésil) en décembre 2003, en présentant et en publiant sur le site du Pacte mondial une étude de cas sur les Trophées du développement durable.

> LES NEUF PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

Les entreprises sont invitées à respecter et à appliquer les principes suivants, dont la mise en œuvre dans le rapport est signalée par .

Droits de l'homme

1. promouvoir les droits de l'homme internationalement proclamés et respecter ces droits dans leur sphère d'influence ;
2. veiller à ne pas se rendre complice de violation des droits de l'homme.

Normes du travail

3. respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective ;
4. l'élimination de toutes les formes de travail forcé et obligatoire ;
5. l'abolition effective du travail des enfants ;
6. l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et d'activité professionnelle.

Environnement

7. adopter une démarche fondée sur le principe de précaution en matière d'environnement ;
8. prendre des initiatives pour promouvoir une plus grande responsabilité environnementale ;
9. favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

(1) Global Compact.

Production mondiale en 2003

592 444 GWh
dont 570 532 GWh en Europe

41,6 millions
de clients dans le monde, dont
35,6 millions en Europe

167 000

salariés dans le monde*

NOS MÉTIERS

Production d'électricité

Négoce d'énergie sur
les marchés de gros

Commercialisation d'électricité

**Gestion et exploitation
de réseaux** de transport
et de distribution d'électricité

Commercialisation de gaz
en Italie, en Allemagne
et en Angleterre
Activité en développement
en France

Services énergétiques

NOS PRIORITÉS

Proposer une offre énergétique
élargie, compétitive et adaptée
à chaque type de clientèle

Développer des services
de maîtrise de l'énergie

Renforcer les coopérations
internes au groupe EDF

Faire évoluer le portefeuille
des participations du Groupe pour
développer sa rentabilité et assurer
son futur à long terme

NOS VALEURS

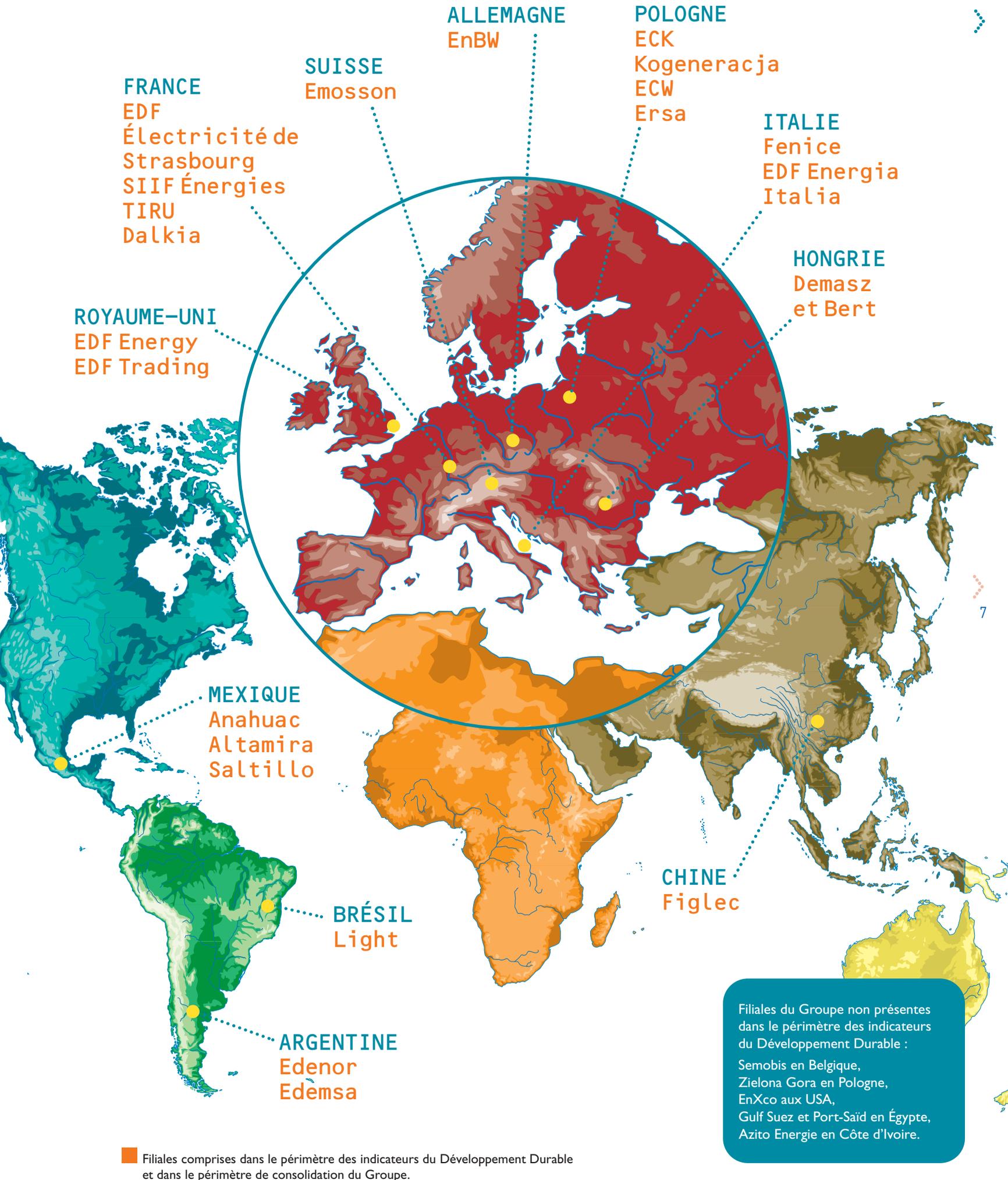
Respect de la personne

Respect de l'environnement

Performance

Solidarité

Intégrité



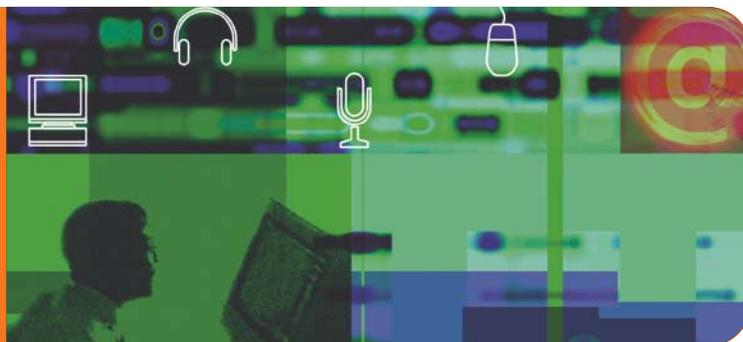
Filiales du Groupe non présentes dans le périmètre des indicateurs du Développement Durable :

- Semobis en Belgique,
- Zielona Gora en Pologne,
- EnXco aux USA,
- Gulf Suez et Port-Saïd en Égypte,
- Azito Energie en Côte d'Ivoire.

■ Filiales comprises dans le périmètre des indicateurs du Développement Durable et dans le périmètre de consolidation du Groupe.



Un Groupe ouvert



Notre objectif : être une référence mondiale en matière de développement durable. Dans ce but, nous avons pris des initiatives pour améliorer nos modes de management, les rendre plus participatifs, nous ouvrir au débat avec les partenaires externes, impliquer davantage nos salariés. Nous nous sommes placés sous le regard des autres, ce qui nous permet de mieux appréhender les progrès qu'il nous reste à accomplir.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE



1 Un système de management environnemental

La direction Développement Durable et de l'Environnement du Groupe intervient à travers un réseau de représentants des branches et des filiales. La direction est chargée notamment de veiller au déploiement du système de management environnemental, fondé

sur la norme ISO 14001. Depuis avril 2002, le groupe EDF est certifié ISO 14001. 

Fin 2003, 45 % des entités opérationnelles d'EDF en France ont été annexées au certificat du Groupe.

> Management environnemental

	2001	2002	2003
Nombre d'entités annexées au certificat (entités opérationnelles et filiales)	12	33	93
<i>dont entités opérationnelles :</i>	12	33	82
Pourcentage d'entités opérationnelles annexées (objectif fin 2004 : 100 %) EDF maison mère	5,6 %	18 %	45 %
Nombre d'entités certifiées non annexées au certificat	9	11	4
Total des entités certifiées ISO 14001	21	44	97

2 Susciter les initiatives

L'implication des salariés est un facteur clé de réussite du Groupe. Depuis 2002, plus de 500 salariés ont été formés pour animer des groupes d'information et de débat avec d'autres membres du personnel. Depuis, 700 groupes se sont ainsi réunis, plus de 45 000 kits d'information et 4 800 CD-Rom ont été distribués.

EDF Energy au Royaume-Uni offre un exemple de cette implication croissante des salariés. Plus de 1 700 employés ont participé au

programme "Helping Hands", en consacrant plus de 18 000 heures à des initiatives de solidarité en faveur de la collectivité. Ils ont engagé 57 actions d'équipe au profit de 30 écoles et de deux fermes communautaires. En outre, 600 autres salariés ont participé avec des associations et des gardes forestiers à des actions de préservation du biotope⁽¹⁾. En 2003, "Helping Hands" a gagné le "Community Award for Excellence".

(1) Biotope : milieu biologique déterminé par une population animale et végétale donnée.

RESPONSABILITÉ

Le Groupe entend développer avec ses parties prenantes une relation fondée sur une information transparente et objective. Mieux connaître leurs attentes, établir des relations plus suivies et mieux formalisées font partie des voies de progrès qui ont été identifiées en faisant appel à des comités et des agences indépendants. 

1 Coopération approfondie avec des partenaires indépendants

Comme dans les années précédentes, EDF a réuni les membres de son Conseil de l'environnement : scientifiques, représentants des associations, journalistes, juristes, élus, pour recueillir leurs avis sur le thème des énergies renouvelables, retenu en 2003. En octobre, le panel Agenda 21 qui rassemble des personnalités indépendantes

représentant la société civile, a analysé et commenté les indicateurs Développement Durable publiés dans son *Guide 2002* joint au rapport annuel. Parmi ses conclusions figure la nécessité de concentrer le propos sur des objectifs et des résultats concrets.

2 Dialogue renforcé avec les parties prenantes

EDF a établi son Plan d'Actions Industriel et Social 2003-2007. Ce document a été élaboré avec le personnel et ses représentants, les élus, les associations, etc. Le Groupe y réaffirme sa volonté de rester un acteur majeur du service public et du développement durable. Dans le cadre de l'opération "Gagner ensemble", seize rencontres régionales ont rassemblé en France 6 000 clients, plus de 12 000 agents et des centaines d'élus pour débattre avec le Président François Roussely de l'ouverture du marché à la concurrence et de son impact.

Le dialogue s'est aussi poursuivi avec le grand public dans les centres d'information des sites de production, notamment hydrauliques, à l'occasion de la reprise progressive des visites momentanément arrêtées par le plan Vigipirate.

EDF a activement participé au débat national sur les énergies, organisé partout en France par le ministère de l'Industrie. Plusieurs centaines de ses managers ont pris part aux discussions et apporté les informations nécessaires à un débat serein et constructif sur les questions d'indépendance énergétique, de sécurité d'approvisionnement, de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de lutte contre le changement climatique.

En mai 2003, EDF Energy au Royaume-Uni a engagé un travail d'enquête et de dialogue auprès de ses parties prenantes pour formaliser leurs relations mutuelles, recueillir leurs réactions sur le contenu et la forme de son rapport environnemental et sociétal 2001.

> DIALOGUE AVEC LES FOURNISSEURS

Les fournisseurs remplissent un questionnaire environnemental : conformité aux règlements et à la certification ISO 14001, mais aussi exigences envers leurs propres fournisseurs et sous-traitants, formation de leur personnel, gestion des déchets et effluents, rejets atmosphériques, consommation d'énergie et d'eau, procédures en cas d'accidents environnementaux. Au second semestre 2003, la direction des Achats a stipulé dans ses contrats l'interdiction de recourir au travail des enfants et au travail forcé.

3 Des évaluations indépendantes

EDF a sollicité trois agences de notation pour l'aider à identifier des axes prioritaires de progrès : Core rating pour l'analyse de risques et le lobbying, Innovest pour le "benchmarking", Vigeo pour la méthodologie. Conclusion : les engagements d'EDF pour le développement durable sont fondés et cohérents mais le Groupe doit progresser dans ses relations avec les parties prenantes.

4 Un public mieux informé

En France, conformément à son engagement de service public, EDF a, pour la deuxième année consécutive, envoyé à ses clients avec leur facture d'électricité, des informations sur l'impact environnemental de ses activités de production et de distribution. Sur son site Web , des données sur l'impact des productions hydroélectrique et thermiques à flamme ont complété en 2003 celles fournies depuis 2002 sur le nucléaire.

1 Une démarche éthique

Le respect des droits de l'homme constitue une dimension essentielle de l'engagement d'EDF. Le Groupe a adhéré au Pacte mondial et entamé une démarche éthique structurée sur cinq valeurs de référence retenues au terme d'une large consultation. Un Comité de suivi éthique a été créé pour s'assurer de leur intégration concrète dans le modèle de gouvernance, les pratiques managériales et professionnelles. La Charte éthique est publiée sur les sites Internet et Intranet du Groupe. Des progrès restent à accomplir

pour intégrer plus explicitement le critère des droits de l'homme dans les politiques et procédures de l'entreprise, notamment dans la Charte du manager ou la grille d'analyse pour les choix d'investissements.

En Asie, la Charte éthique du Groupe a été présentée au personnel expatrié et local en 2003 et distribuée à tous les employés sous forme d'un livret publié dans leurs langues (chinois, thaï, vietnamien et laotien).

2 Préserver l'intégrité physique

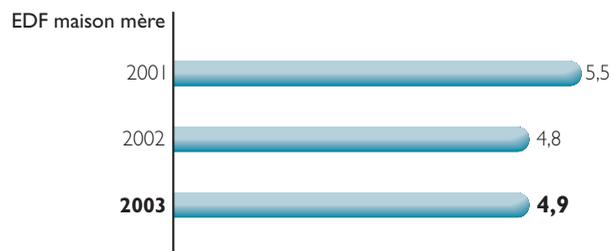
Depuis 1999, EDF maison mère s'est dotée d'un système de management "Santé Sécurité" SM2S très proche de celui préconisé par l'OIT⁽¹⁾. Ce système est progressivement déployé par les différentes unités. Il concernait 6 % des salariés fin 2001, 9,8 % fin 2002 et 11,4 % fin 2003.

> Accidents du travail

Les résultats sécurité 2003   placent EDF à un taux de fréquence inférieur à 5 (4,9). Il n'en demeure pas moins que l'entreprise, en France, déplore 13 accidents mortels touchant tant son personnel (8) que celui d'entreprises prestataires (5).

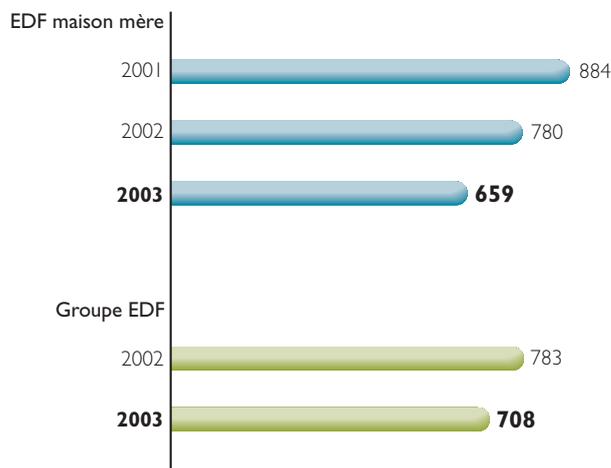
Un plan sécurité est en cours de préparation pour accentuer l'amélioration de cette situation et rejoindre le niveau des meilleurs industriels.

Taux de fréquence pour EDF maison mère*



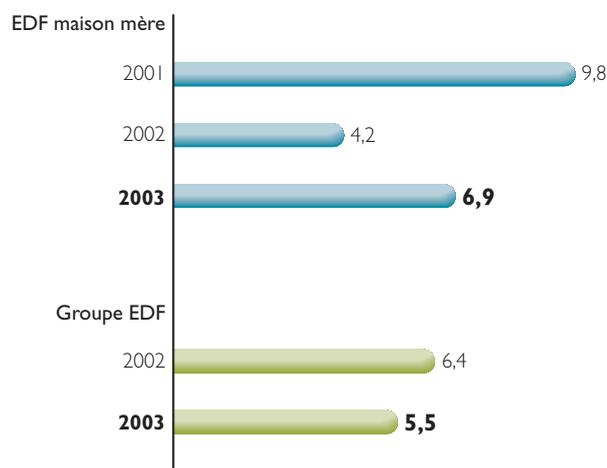
* Nombre d'accidents avec arrêt (quelle qu'en soit la durée)/10⁶ heures travaillées.

Nombre d'accidents*/100 000 salariés



* Ayant donné lieu à un arrêt de plus de trois jours.

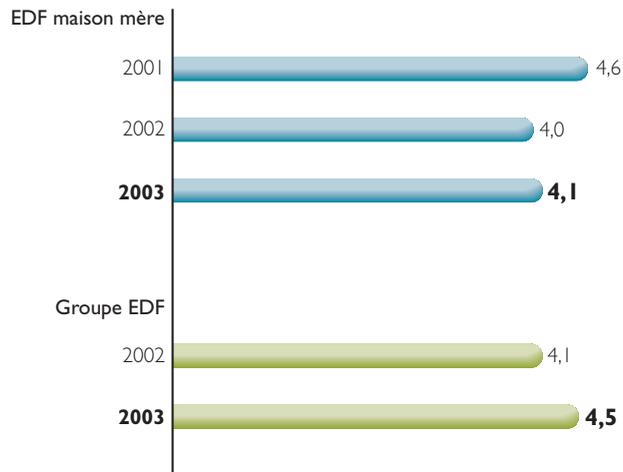
Nombre d'accidents mortels/100 000 salariés



(1) Organisation internationale du travail.

> Absences maladie

Nombre d'heures d'absences maladie/nombre d'heures travaillées (en %)

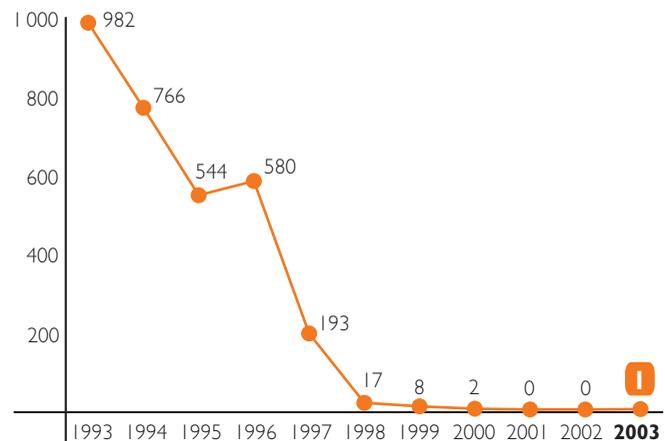


En France, EDF, grâce notamment à son effort de formation, dispose parmi son personnel de 40 000 secouristes du travail, soit un salarié sur trois. Un atout pour réussir la politique "Santé Sécurité" de l'entreprise.

> Radioprotection

La radioprotection est en progrès constant. L'exposition collective⁽¹⁾ a continué de décroître en 2003 : 0,89 hommeSievert par réacteur (pour un objectif de 0,95) après 0,97 en 2002 et 1,02 en 2001. Cette année, on déplore l'exposition du salarié d'un intervenant extérieur qui a totalisé 23 mSv sur douze mois, à la suite d'une activité de maintenance mal maîtrisée. Prévue par la Charte de Progrès et de Développement Durable signée en 2003 avec les entreprises prestataires, la création des Commissions Interentreprises sur la sécurité et les conditions de travail (CIESCT) vise à renforcer la radioprotection et la sécurité des intervenants extérieurs. Les CIESCT, formées de représentants des employeurs et des salariés d'EDF et des entreprises de maintenance, se mettent en place dans les centrales.

Nombre d'intervenants (EDF et prestataires) dont la dose sur 12 mois est supérieure à 20 mSv



> RADIOPROTECTION : CINQ PRINCIPES D'ACTION

EDF entend porter la radioprotection au même niveau de performance que la sûreté nucléaire et applique cinq principes d'action :

- un même niveau de protection et de suivi dosimétrique pour tous les intervenants, agents EDF et salariés d'entreprises extérieures, en zone nucléaire,
- une formation, pour tous, à la prévention des risques, notamment à la radioprotection,
- la délimitation et le balisage des zones de travail en fonction du niveau de radioactivité et le contrôle rigoureux des accès en zone nucléaire,
- la préparation des chantiers et le suivi de leur déroulement pour limiter les doses reçues par les intervenants,
- une surveillance médicale régulière.

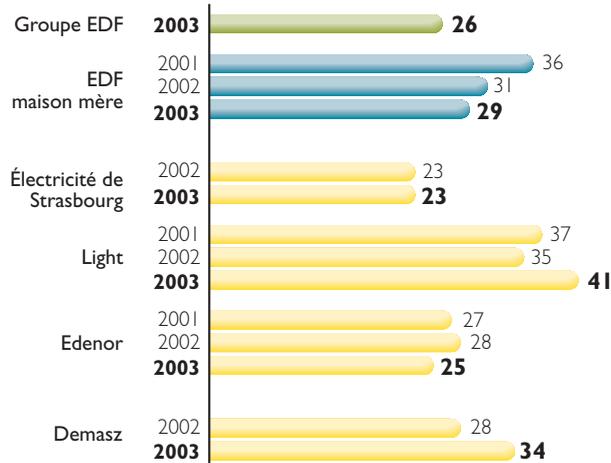
(1) Fixée à 35 mSv/12 mois, la limite légale sera ramenée à 20 mSv début 2005.

3 Formation : un investissement pour chacun

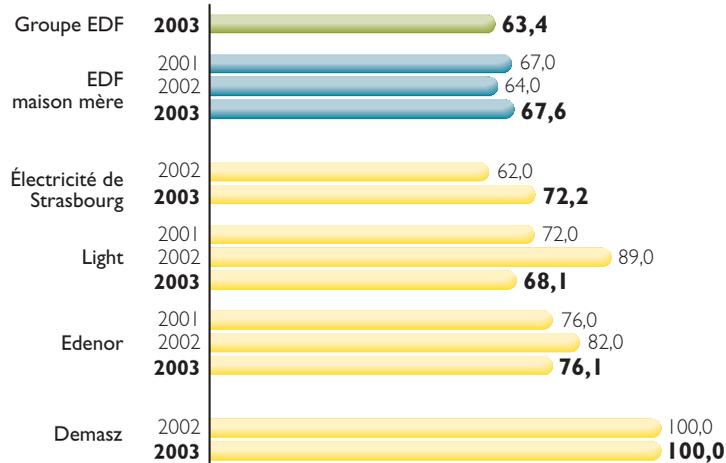
Environ deux salariés sur trois dans le Groupe suivent chaque année une formation. Le nombre d'heures de formation par salarié baisse régulièrement car celles-ci sont plus courtes et mieux ciblées.

EnBW a engagé un plan pour créer 304 programmes d'apprentissage dans son cœur d'activité, soit plus que l'exigence légale.

> Nombre d'heures de formation/ nombre d'agents



> Pourcentage de salariés ayant suivi une formation



> L'UNIVERSITÉ DE GROUPE

L'Université de Groupe, qui vise à créer une communauté de dirigeants, a mis en œuvre ses premiers programmes, avec, par exemple, une formation e-learning en finances destinée à 1 000 responsables.

4 Développer le dialogue social

En juin 2003, à l'initiative du Comité d'entreprise européen (CEE)   et de la direction des Ressources Humaines Groupe s'est tenu un séminaire sur la responsabilité sociétale de l'entreprise. Il a réuni à Paris 60 managers et représentants du personnel d'Europe et d'Amérique latine ainsi que leurs homologues d'autres entreprises. L'accent a été mis sur le respect des droits de l'homme et des règles internationales du travail.

Pourcentage de salariés couverts par une convention collective

Toutes les entités du groupe EDF tendent à faire bénéficier au plus grand nombre de leurs collaborateurs d'une convention collective. Le taux de couverture atteint aujourd'hui 95 %.

5 Promouvoir la diversité et lutter contre les discriminations

En France, EDF emploie en permanence 1 500 jeunes sous contrat d'alternance dont 20 % sans diplôme. Dans les quartiers défavorisés, EDF a recruté des jeunes pour tenir des emplois de médiation sociale.

Les femmes cadres sont de plus en plus nombreuses et représentent aujourd'hui près d'un cadre sur cinq. En France, l'écart des rémunérations se réduit sensiblement : il a diminué de moitié depuis 1986. La création de formations professionnelles à des rythmes adaptés est à l'étude.

> Part des femmes dans le collège cadres (en %)

	2001	2002	2003
Groupe EDF		19,2	19,6
EDF maison mère	18,8	19,3	20,0
Électricité de Strasbourg	11,7	12,6	13,9
EDF Energy	14,1	13,3	16,3
ENBW	8,8	8,8	6,6
Demasz	16,3	13,0	12,5
Light	24,5	27,1	27,7
Edenor	16,0	16,0	13,4

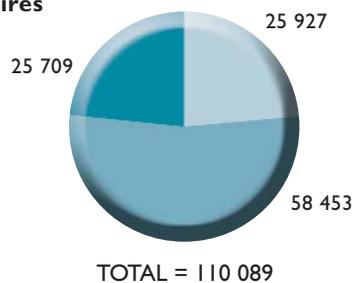
En France, EDF fait référence pour sa politique en faveur des personnes handicapées et a signé en 2002 avec toutes les organisations syndicales représentatives un cinquième accord triennal pour favoriser leur embauche. 160 travailleurs handicapés ont été recrutés et des pistes nouvelles ont été explorées pour faciliter l'embauche de personnes qualifiées et compétentes : une convention de partenariat a été signée à cet effet avec la FAGERH⁽¹⁾.

Pour les clients handicapés, EDF a entrepris de rendre accessibles d'ici à fin 2004 ses 815 points d'accueil clientèle. D'autres initiatives facilitent les relations avec les malentendants (développement du service e-sourds) et les non-voyants.

> EDF maison mère : répartition des effectifs (statutaires et non-statutaires)

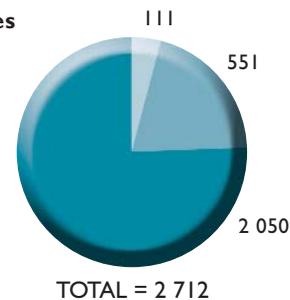
Par collège à fin décembre 2003

Statutaires



■ Cadres ■ Maîtrise ■ Exécution

Non-statutaires



■ Cadres ■ Maîtrise ■ Exécution

> LES TROPHÉES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

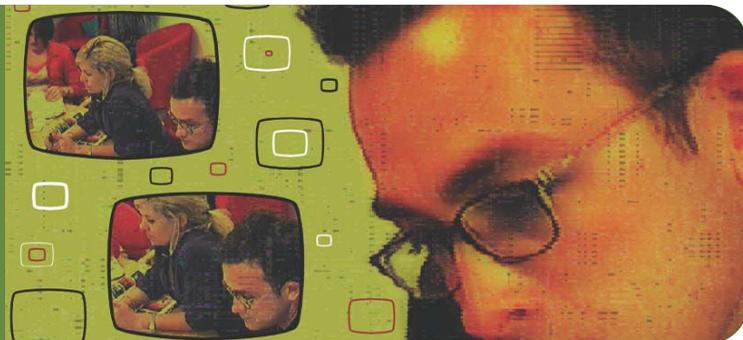
• Quand l'élagage mène à la création d'emplois

La coupe de la végétation autour des pylônes électriques est essentielle à la sécurisation du réseau mais elle doit être conduite avec professionnalisme pour respecter l'environnement. Quatre salariés d'EDF et l'association Agate en ont eu l'idée et l'ont développée au profit de jeunes chômeurs.

Gabriel Joly, Dole, France

(1) FAGERH : Fédération des associations gestionnaires et des établissements de réadaptation pour handicapés.

Un Groupe responsable



Conscients de l'impact de nos activités, nous entendons intégrer le principe de précaution dans notre culture d'entreprise. Loin de contredire les principes d'action qui sont ceux de tout groupe engagé dans le progrès économique et social, cette volonté se traduit par une anticipation systématique des conséquences de nos choix, et ce en particulier dans notre métier de producteur. La création d'une direction de Contrôle des Risques Groupe en 2003 est significative de notre volonté de systématiser notre démarche.

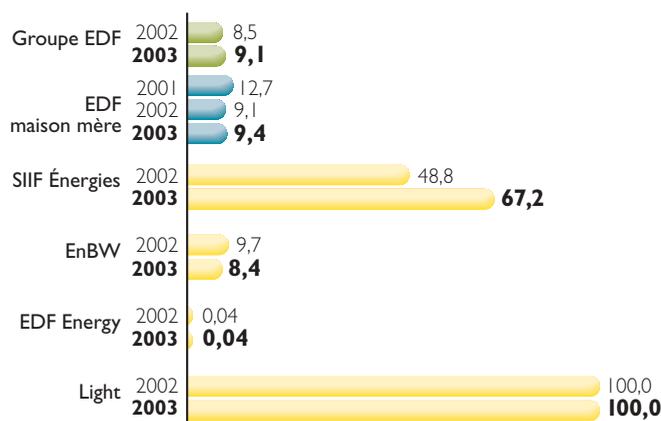
Durant l'été 2003, EDF a fait le choix de la continuité de fourniture en complétant sa production par des achats d'électricité et en demandant à certains clients industriels de diminuer leur consommation. Le coût de la sécheresse et de la canicule a été évalué à

335 millions d'euros. Cet épisode nous a toutefois amenés à nous interroger sur la gestion de l'appareil de production-distribution dans des conditions extrêmes et sur les dispositions préventives à mettre en place.

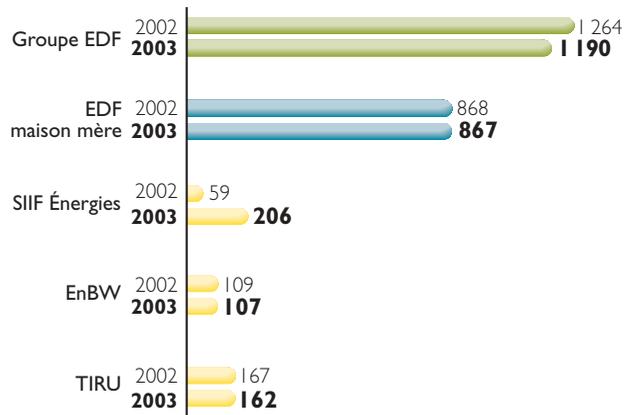
UN ENGAGEMENT DE LONG TERME DANS LA PRODUCTION D'ÉNERGIE PAR ENR

> Production d'électricité d'origine renouvelable dans le Groupe

Part d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable (en %)



Part d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable hors hydraulique (en GWh)



La baisse du chiffre Groupe entre 2002 et 2003 s'explique principalement par la cession de Grange en 2003. La baisse du chiffre EDF maison mère entre 2001 et 2002 est due à la séparation EDF-CNR en avril 2001.

1 Des réalisations diversifiées

Dans l'éolien, SIF Énergies a mis en service la centrale de Bouin (19,5 MW) en Vendée.

Au Royaume-Uni, elle développe plusieurs projets d'éolien terrestre (70 MW) ainsi qu'un projet "off-shore" d'environ 90 MW.

Au Portugal, les travaux ont commencé à Serra de Cabreira (20 MW) et Montemuro (10 MW).

En Belgique, SIF Énergies a pris une participation dans SeaPower pour développer 60 éoliennes en mer du Nord.

L'opérateur américain EnXco, filiale de SIF Energy a mis en service les centrales éoliennes de Chanarambie et Viking dans le Minnesota pour 97,5 MW.

La biomasse est exploitée par EDF dans les centrales bagasse-charbon de Guadeloupe et de la Réunion, qui ont produit environ 300 GWh. En Allemagne, les centrales de Leonberg et Ulm ont démarré leur exploitation. En Pologne, le Groupe a construit deux chaudières, l'une brûlant de la paille à Zamosc et l'autre des saules à Tarnobrzeg.

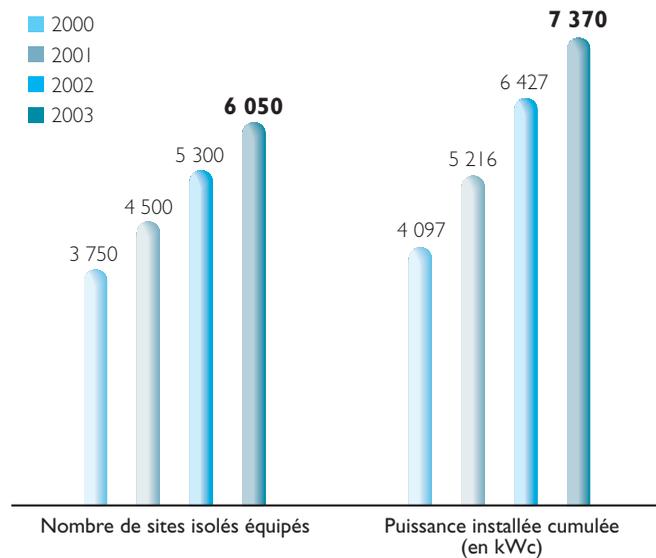
Dalkia et TIRU valorisent la biomasse dans de nombreuses installations en France et en Europe, Dalkia avec des déchets de bois et du biogaz, TIRU à partir des déchets ménagers.

Le photovoltaïque fait l'objet d'un programme d'équipement de sites isolés dans les DOM. Depuis le début du programme, plus de 6 000 sites ont été équipés. Dans les pays en développement, ce sont plus de 7 000 kits qui ont été installés dans le cadre d'un programme spécifique, ACCESS⁽¹⁾.

À l'égard des producteurs d'énergie renouvelable décentralisée, EDF a mis en place un accueil spécialisé pour rattraper le retard pris dans leur raccordement au réseau public, en particulier dans le domaine photovoltaïque.

> Photovoltaïque en France

Sites isolés électrifiés par installations photovoltaïques en France  



2 Préparer l'avenir

Afin de diminuer le coût du kWh photovoltaïque , les équipes de R&D travaillent au projet CISEL (cuivre indium sélénium électrodéposés), mené dans le cadre d'un laboratoire commun EDF-CNRS⁽²⁾/ENSCP avec la participation de Saint-Gobain Recherche, et un appui financier de l'ADEME⁽³⁾.

EDF investit dans la géothermie   en Guadeloupe, en participant à la construction de la centrale Bouillante II (11 MW), qui sera mise en service en 2004. Bouillante I a produit 20 GWh cette année.

Pile à combustible : EnBW a démarré la plus grande pile à combustible de démonstration en Europe et a effectué le lancement commercial pour l'alimentation domestique.

EDF est le premier producteur d'énergie renouvelable de l'Union européenne, grâce à l'énergie hydraulique (45,5 TWh, soit 9,3 % de sa production en France).

(1) ACCESS : Accession à l'énergie et aux services.

(2) Centre national de la recherche scientifique.

(3) Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Placée sous la tutelle du ministère de la Recherche, du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, et du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, elle conseille les collectivités publiques et les entreprises en soutenant financièrement leurs projets.

1 L'air

> Émissions atmosphériques

en g/kWh	CO ₂			NO _x			SO ₂		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Groupe EDF		108,4	118,0 (114,3 SM)		0,29	0,31		0,50	0,58
Groupe EDF – Zone Europe		103,7	108,6		0,29	0,30		0,50	0,57
EDF maison mère	37	47	47	0,18	0,20	0,21	0,13	0,16	0,17
EDF Energy	650	759	776	1,30	1,66	1,83	5,26	6,75	7,70
EnBW	248	275	277	0,17	0,17	0,18	0,21	0,20	0,20

SM = sans données Mexique.

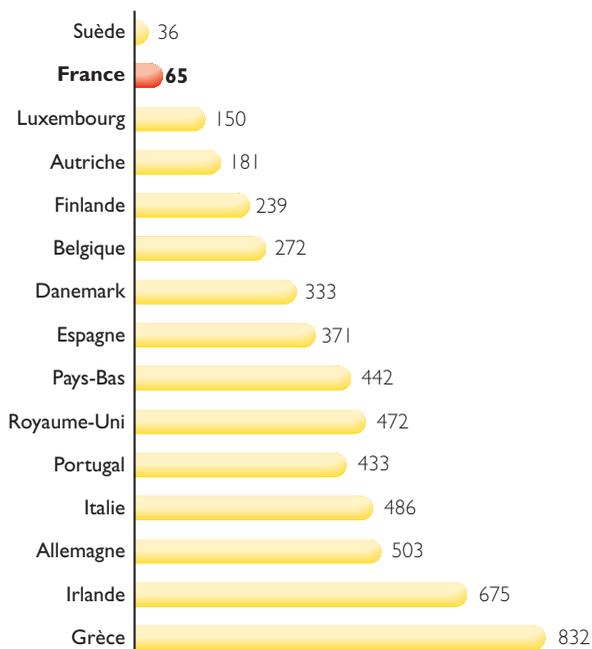
On peut noter que malgré la sécheresse et la canicule, mais grâce à une augmentation de la disponibilité du nucléaire, le contenu en CO₂ du kWh France n'a pas augmenté en 2003.

Émissions de gaz à effet de serre

Le contenu en CO₂ du kWh produit par le groupe EDF est de 116 g/kWh en 2003. Avec 106,5 g/kWh pour EDF en Europe, il est très inférieur aux moyennes nationales d'émission dans les pays de l'Union européenne. Le parc français d'EDF, grâce au nucléaire et à l'hydraulique, est l'un des parcs les moins émetteurs avec 47 g/kWh. Il constitue un atout pour la France dans la lutte contre le changement climatique, économisant environ 200 millions de tonnes de CO₂ par rapport à nos principaux concurrents européens. 

> Émissions de CO₂ en g/kWh pour le secteur de l'électricité et de la chaleur dans les pays de l'Union européenne en 2001

(source : AIE – Agence internationale de l'énergie – 2003) 



Émissions de SO₂ et de NO_x

Au niveau du groupe EDF, l'augmentation des émissions spécifiques de NO_x (oxyde d'azote) et de SO₂ (dioxyde de soufre) entre 2001 et 2002-2003 s'explique d'abord par le recours plus important au thermique à flamme en 2002 et en 2003. L'indisponibilité de la centrale thermique de Cordemais, l'accroissement de la teneur en soufre dans les charbons et le recours accru aux tranches fioul ont contribué à l'augmentation des émissions atmosphériques en SO₂ en 2003 pour EDF maison mère.

En France, le groupe EDF prévoit 250 millions d'euros d'investissement pour équiper ses centrales les plus performantes de technologies de désulfuration et de dénitrification.

Au Royaume-Uni, EDF Energy va investir 290 millions d'euros pour réduire de 90 % les émissions de SO₂ de ses deux centrales à charbon de Cottam et West Burton (2 000 MW chacune). Le projet, déjà bien engagé à West Burton, sera achevé en 2007.

En Hongrie, BERT poursuit son programme pour réduire de 30 % ses émissions de NO_x et SO₂ d'ici 2005, en misant sur la cogénération (nouvelles unités d'Ujpest et Kapest) et sur l'utilisation depuis 2003 de mazout distillé contenant 0,4 % de soufre.

Au Mexique, les nouvelles centrales à cycle combiné gaz du Groupe ont été construites avec une attention particulière portée sur les questions liées au respect de l'environnement : contrôle des émissions et des déchets toxiques, préservation de l'eau, etc. Il en va de même pour le projet de Norte Fluminense **au Brésil** et pour les centrales entrées en service en 2003 à Port-Saïd et Gulf Suez, **en Égypte**, dont les émissions ont été inférieures de 20 % aux normes égyptiennes.

En mai 2003, en France, le Conseil d'administration d'AERES⁽¹⁾ a approuvé l'engagement volontaire d'EDF pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. 

(1) Association des entreprises pour la réduction de l'effet de serre.

2 L'eau et la vie aquatique

À l'occasion de la canicule, l'entreprise a rendu compte devant le comité ad hoc créé par le MEDD⁽¹⁾ des effets sur les rivières des arrêtés de rejets dérogatoires des centrales thermiques. Aucun impact supplémentaire n'a été constaté sur la faune et sur la flore pendant cet épisode.

Dans la situation de sécheresse persistante dès le printemps, aggravée par la canicule estivale, l'hydraulique a permis de soutenir le débit de certains fleuves. La sécheresse a largement altéré les réserves hydrauliques d'EDF, du fait d'un niveau de production resté stable.

3 La protection des sols et le traitement des déchets conventionnels

Valorisation des cendres des centrales au charbon, "retour à l'herbe" après déconstruction des centrales thermiques, usage précautionneux de produits toxiques : le Groupe s'attache à la prévention de la pollution des sols et au traitement des déchets industriels.  

Au Brésil, Light a engagé un programme important pour équiper 189 sous-stations et sept usines de cuvettes de rétention des huiles de transformateurs et de disjoncteurs.

> TROPHÉES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

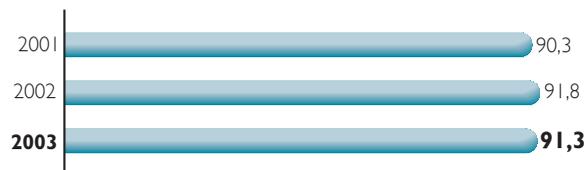
Recyclage de pylônes en béton

L'enfouissement de câbles électriques demande l'utilisation de pierres de carrière. Pourquoi gaspiller une ressource naturelle quand on peut recycler les pylônes en béton utilisés par les câbles aériens ? Pensé par deux employés d'EDF, ce projet de recyclage a obtenu le soutien de la société d'aménagement du territoire de Toulouse et de l'entreprise SESEN.

Laurent Burtz, Toulouse, France

4 Les paysages

> Pourcentage d'enfouissement des nouvelles lignes moyenne tension (en %)



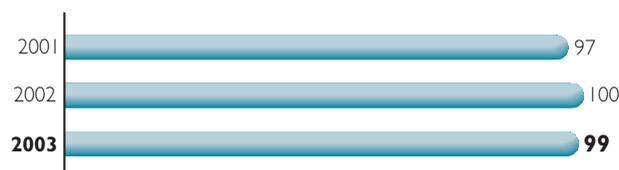
EDF s'est engagé à enfouir, dès 2002, 90 % des nouvelles lignes moyenne tension. Parole tenue en 2002 comme en 2003.

> Éolien

"Watt's in the air" : EDF a organisé un concours d'idées sur l'intégration paysagère des éoliennes  .

5 Déchets et rejets nucléaires

> Volume de déchets radioactifs de moyenne/faible activité (en m³/unité de production)



Les déchets de faible et moyenne activité proviennent de l'exploitation et de la maintenance courante des centrales et sont stockés au centre de Soulaines géré par l'ANDRA⁽²⁾. Leur volume reste stable en 2003 par rapport à 2002 et voisin de 100 m³ par réacteur et par an. Les premiers colis de déchets (gravats, pièges à iode, charbons actifs) de très faible activité (TFA) ont été livrés en 2003 au nouveau centre de stockage de l'ANDRA à Morvilliers dans l'Aube.

(1) MEDD : Ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

(2) ANDRA : Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Les rejets dans l'air et dans l'eau sont désormais affichés selon la nouvelle réglementation (neuf types de données au lieu de quatre publiées précédemment).

> Rejets radioactifs gazeux

		Émissions d'activité dans l'air	
		2002	2003
Gaz rares	TBq/tr	1,6	1,3
Carbone 14	TBq/tr	0,17	0,17
Tritium	TBq/tr	0,52	0,55
Iodes	GBq/tr	0,047	0,034
Autres produits de fission et d'activation	GBq/tr	0,004	0,004

> Rejets radioactifs liquides

		Émissions d'activité dans l'eau	
		2002	2003
Tritium	TBq/tr	15,9	15,2
Carbone 14	GBq/tr	12,9	13,0
Iodes	GBq/tr	0,01	0,01
Autres Radioéléments	GBq/tr	0,7	0,6

L'impact global des rejets radioactifs est plus de 100 fois inférieur à la limite réglementaire fixée pour le public et environ 1 000 fois inférieur à l'irradiation moyenne naturelle en France.

PRIORITÉ À LA SÛRETÉ

Dans son rapport sur l'année 2003, l'Inspecteur général pour la sûreté nucléaire et la radioprotection (IGSN) fait état d'un bon niveau général de sûreté tout en insistant sur la nécessité de renouer avec la dynamique d'amélioration observée ces dernières années. Il souligne les progrès réalisés en matière de radioprotection. Ce rapport est publié sur www.edf.fr 

1 L'exploitation des centrales nucléaires

Un seul incident classé niveau 2 sur l'échelle internationale INES⁽¹⁾, qui compte sept échelons, est survenu en 2003.

Après des premiers résultats satisfaisants, le travail se poursuit pour la maîtrise du risque incendie.

Les aléas climatiques, en particulier la canicule de l'été 2003, ont mis en évidence une sensibilité des installations vis-à-vis notamment de la température de certains locaux et surtout des moyens de refroidissement. Le plan Aléas climatiques présenté à l'État en octobre 2003 par EDF comprend des mesures pour améliorer la gestion des centrales nucléaires dans ces circonstances extrêmes.

Les comparaisons pour continuer à progresser

Les trois sites nucléaires d'EnBW (Obrigheim, Philippsburg et Neckarwestheim) et les centrales de Cattenom, Dampierre et Fessenheim ont créé des groupes de travail pour examiner, notamment, leurs pratiques de sûreté.

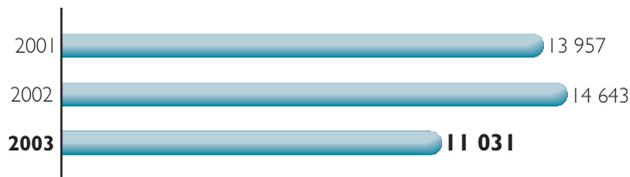
WANO⁽²⁾, association qui regroupe 144 exploitants nucléaires mondiaux, a réalisé une "Peer Review" en France. Sept centrales, six unités d'ingénierie et les fonctions d'état-major ont été auditées par une équipe de 14 experts de dix pays. Leurs observations ont surtout porté sur l'exercice de la responsabilité de la sûreté à tous les niveaux, la qualité des interfaces, l'appui des unités nationales aux sites.

Les centrales de Nogent-sur-Seine et Civaux ont fait l'objet d'un OSART ("Operational Safety Assessment Review Team") mené par une équipe d'experts internationaux de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique. Des voies de progrès ont été mises en lumière comme la propreté industrielle, la gestion des déchets, la détection des signes avant-coureurs des écarts.

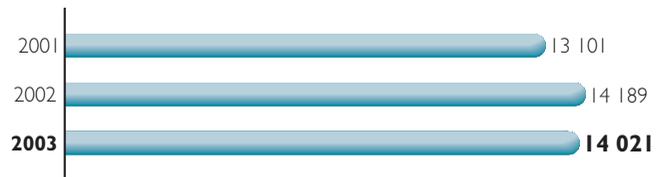
(1) Échelle internationale INES : International Nuclear Event Scale.

(2) WANO : World Association of Nuclear Operators.

> Provisions pour déconstruction et dernier cœur de EDF maison mère (en millions d'euros)



> Provisions pour fin de cycle du combustible nucléaire de EDF maison mère (en millions d'euros)



Ces provisions concernent tout l'aval du cycle nucléaire : le retraitement des combustibles nucléaires, le traitement de déchets anciens ainsi que la déconstruction des usines de retraitement de Marcoule et de la Hague.

La contribution à la sécurité en Europe de l'Est

Le Groupe participe aux projets internationaux qui visent à sécuriser le sarcophage de Tchernobyl en Ukraine, améliorer la sûreté des centrales d'Europe centrale et orientale, mettre à l'arrêt les réacteurs les plus anciens.

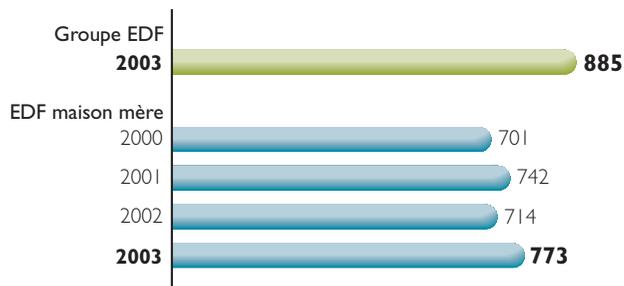
EDF a remporté, avec des partenaires, le contrat d'assistance pour la mise à l'arrêt définitif des deux réacteurs des centrales de Bohunice en Slovaquie et de Kozlodui en Bulgarie. Dans le cadre des actions du G8, un accord a aussi été signé avec l'exploitant nucléaire russe RosEnergieAtom pour améliorer les performances de la centrale de Kalinine, notamment la prévention du risque incendie.

2 La sûreté des ouvrages hydrauliques

La sûreté de fonctionnement des barrages et la sécurité en aval de leur site, pour éviter les risques liés aux soudains lâchers d'eau inhérents à leur fonctionnement, représentent une priorité absolue. Depuis le drame du Drac, EDF a des relations suivies avec la FENVAC, fédération des associations de victimes d'acci-

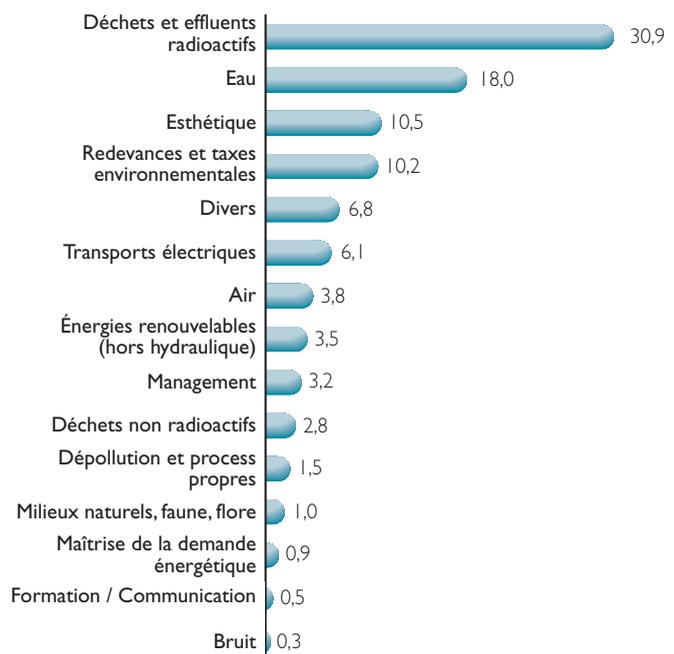
dents. Cette coopération continue a permis de renforcer la politique de sûreté hydraulique et son suivi dans un dialogue constructif. La campagne de sécurité en aval des barrages a été repensée pour rendre les messages plus efficaces.

> Dépenses de protection de l'environnement (en millions d'euros)



Près du tiers des dépenses de protection de l'environnement d'EDF en 2003 est consacré aux déchets et effluents radioactifs, qui sont depuis 2002 le premier poste de dépenses environnement. À noter l'important effort en 2003 sur les transports électriques, qui passent de 0,5 % à 6,1 % des dépenses.

> Répartition des dépenses 2003 EDF maison mère (en %)



> Bilan de matières entrées – sorties

Il s'agit des matières et effluents consommés (matière première, eau, énergie...) et générés par l'activité de production thermique classique, nucléaire, et hydraulique en France.

Évolutions entre le bilan publié en 2002 et le bilan publié en 2003 :

- périmètre : les DOM, exclus du périmètre du bilan publié en 2003, intègrent le périmètre cette année (les données 2002 impactées ont été recalculées),
- nouvelles données introduites dans le bilan : huiles et combustible nucléaire usé évacué.

Entrées / Input	Unité	2002	2003
Matières premières			
Combustible nucléaire chargé en réacteur	t Uranium (UF6)	1 280	1 167
Charbon	t	6 311 901	5 902 941
Fioul lourd	t	1 117 789	1 522 591
Fioul domestique	t	249 152	259 927
Gaz non industriel	10 ³ m ³	10 111	10 233
Gaz industriel	10 ³ m ³	5 157 772	4 454 702
Consommables			
Huiles	t		1 155
Calcaire (incluant chaux blanche en poudre)	t	41 481	43 322
Chaux	t	1 264	1 518
Soude	t	3 745	3 441
Acide chlorhydrique	t	3 921	2 727
Acide sulfurique	t	19 768	22 556
Hydrazine	t	191	116
Bore	t	444	296
Énergie			
Consommations internes, électricité de pompage	TWh	7,4	7,3
Consommations internes, électricité	TWh	22,6	22,7
Eau			
Eau de refroidissement prélevée en rivière	10 ⁹ m ³	19,5	20,0
Sorties / Output			
Produits			
Électricité	TWh	508,9	513,4
Sous-produits			
Combustible nucléaire usé évacué	t Uranium (UF6)	1 119	1 066
Cendres de charbon produites	t	775 374	679 633
Cendres de charbon valorisées	t	772 747	839 443
Gypse produit (entièrement valorisé)	t	81 790	69 599
Boue de désulfuration	t	2 196	2 246
Eau			
Eau de refroidissement restituée en rivière	10 ⁹ m ³	19,0	19,5
Eau de refroidissement évaporée	10 ⁹ m ³	0,5	0,5
Émissions de gaz			
CO ₂	kt	23 690	22 893
SO ₂	t	76 443	84 974
NO ₂	t	99 629	100 826
Poussières	t	9 491	8 896
Émissions d'activité dans l'air			
Gaz rares	TBq/tr	1,6	1,3
Carbone 14	TBq/tr	0,17	0,17
Tritium	TBq/tr	0,52	0,55
Iodes	GBq/tr	0,047	0,034
Autres produits de fission et d'activation	GBq/tr	0,004	0,004
Émissions d'activité dans l'eau			
Tritium	TBq/tr	15,9	15,2
Carbone 14	GBq/tr	12,9	13,0
Iodes	GBq/tr	0,01	0,01
Autres Radioéléments	GBq/tr	0,7	0,6
Déchets			
Déchets industriels conventionnels*	t	43 256	
Dont déchets industriels conventionnels valorisés	t	13 923	
Déchets radioactifs solides	m ³ /tr	100	99

* Les données concernant les déchets industriels conventionnels sont connues avec une année de décalage. Notons que pour 2002, toutes les unités n'ont pas participé à la collecte.



Un Groupe engagé



Dans le monde, le groupe EDF cherche à répondre aux attentes de tous ses clients en leur apportant des solutions innovantes, économes en énergie et respectant l'environnement. L'effort fait par le Groupe en matière de recherche et développement vient notamment en appui de ces orientations. Il fait de l'accès à l'électricité, produit essentiel au progrès économique et social, un droit pour tous.

DES SOLUTIONS ÉNERGÉTIQUES DURABLES



L'engagement du Groupe en matière de développement durable constitue un avantage compétitif fort et lui permet de construire des partenariats solides avec ses clients en privilégiant l'efficacité énergétique⁽¹⁾ et l'énergie "verte". 

1 Aides et conseils

En matière d'éclairage et d'ambiance thermique, EDF aide ses clients à faire des choix qui concilient le confort et la maîtrise de l'énergie.

Dans l'habitat, l'éclairage peut représenter 40 % de la consommation d'énergie. Pour une commune, l'éclairage public peut compter pour 48 %. EDF propose des solutions d'éclairage innovantes, offrant d'importantes économies.

Sur le site www.edf.fr vous trouverez les offres intégrant conseils, MDE⁽²⁾, énergies renouvelables et solutions performantes.

EDF participe à la promotion des immeubles à haute qualité environnementale (HQE) intégrant des solutions performantes d'isolation, d'utilisation d'énergies renouvelables (solaire thermique et photovoltaïque, pompes à chaleur).

La sécurité électrique fait l'objet de programmes prioritaires. EDF participe à la promotion du "Diagnostic Confiance Sécurité" et a contacté 160 000 clients sur ce sujet en 2003.

2 Le développement de solutions adaptées

Des outils pour piloter sa consommation

EDF propose à ses entreprises clientes des outils pour les aider à gérer plus efficacement leur consommation d'électricité quotidienne : le système en ligne "Adviso" leur permet de suivre leur consommation et de l'optimiser.

Efficacité énergétique et énergie "verte"

L'offre "Option Équilibre" proposée aux clients éligibles⁽³⁾ leur permet de faire le choix de l'électricité produite à partir d'énergie renouvelables. 31 clients, dont AXA France et Whirlpool, ont fait ce choix.

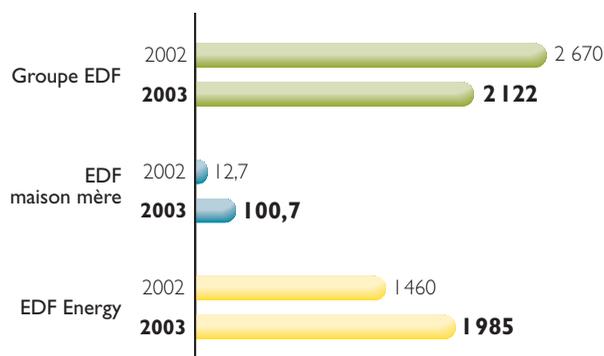
EDF concentre ses efforts sur le conseil. Ainsi 14 000 pompes à chaleur ont été mises en service en France. L'offre "Vivrélec" intègre depuis mars 2003 des chauffe-eau solaires. Les solutions "Rénovation Vivrélec" ont permis en moyenne une économie d'énergie de 20 % sur les 77 000 logements anciens traités.

(1) Rapport entre l'énergie dépensée et l'énergie utile. Un moteur thermique a une efficacité énergétique d'environ 30 %, un moteur électrique de plus de 90 %.

(2) Maîtrise de la demande d'énergie. Elle consiste à mettre en œuvre des solutions économes en énergie par recherche d'efficacité maximale et de protection contre les déperditions.

(3) Clients pouvant choisir leur fournisseur. En France, conformément à la directive, le seuil d'éligibilité a été fixé à 16 GWh de consommation par an, seuil ramené à 7 GWh en février 2003.

> Vente d'électricité verte à des clients finaux (en GWh)



Les ventes d'EDF maison mère et d'EDF Energy ont augmenté de manière importante mais les résultats du Groupe baissent du fait de la cession de Graininge comptabilisée pour 1 200 GWh d'électricité verte en 2002.

Les transports contribuent fortement aux émissions de gaz à effet de serre et provoquent d'importantes pollutions dans les villes. Avec le soutien de ses partenaires industriels et en impliquant sa R&D, EDF travaille avec les collectivités territoriales à développer des solutions de transport en ville.

EDF a conclu des accords de coopération avec 35 agglomérations, dont 28 en France, pour des projets de transports électriques. À Bordeaux, EDF et ses équipes de R&D ont participé au développement d'une solution innovante de tramway sans caténaies en cœur de ville.

BATSCAP (EDF/Bolloré) a démarré son usine de batteries lithium-polymère, ultralégères et recyclables.

3 Une démarche de partenariat

EDF développe des relations de coopération avec tous les acteurs de la filière électrique et du bâtiment. Le Groupe travaille avec les installateurs pour mettre en œuvre des solutions d'efficacité énergétique et de respect de l'environnement : pompes à chaleur, chauffe-eau solaires, procédés de chauffage par induction, etc. Il met à la disposition des ingénieurs électriciens des guides pour le choix de systèmes respectueux de l'environnement et d'autres outils comme un logiciel de simulation.

Il a signé des accords de coopération avec les organisations professionnelles comme la CGPME⁽¹⁾, le SERCE⁽²⁾, la Fédération française de la plasturgie, pour promouvoir la maîtrise de l'électricité et les procédés propres.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT



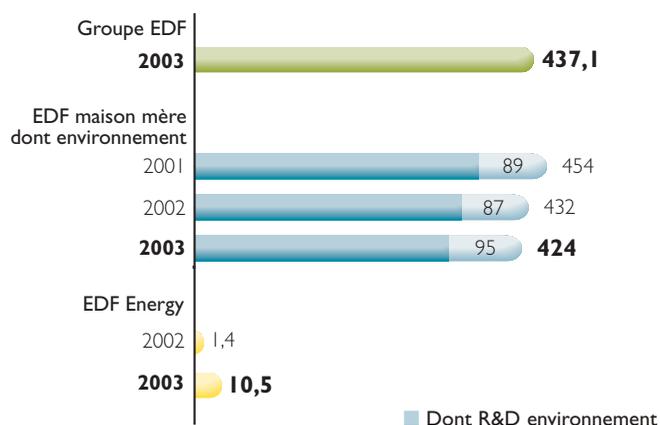
Les dépenses de R&D du Groupe en 2003 ont atteint 437,1 millions d'euros (exprimées en coûts de revient, intégrant les charges centrales d'entreprise et la collaboration avec le Commissariat à l'Énergie Atomique).

Dans un contexte général de maîtrise de ses dépenses, EDF maintient son effort de R&D à un niveau significatif parmi les énergéticiens mondiaux.

Après une baisse de 2,7 % en 2002, liée notamment à un important effort de productivité et à un transfert d'activités au RTE⁽³⁾, les dépenses de R&D dédiées à la protection de l'environnement ont connu en 2003 une hausse notable.

La R&D est un des éléments clés du plan Aléas climatiques remis par EDF aux pouvoirs publics, à la fois pour renforcer la robustesse de l'appareil de production et anticiper les comportements des clients et leur consommation d'énergie.

> Dépenses de R&D (en millions d'euros)



(1) CGPME : Confédération générale des petites et moyennes entreprises.
(2) SERCE : Syndicat des entreprises de génie électrique.

(3) Réseau de transport d'électricité.

> DES PARTENARIATS POUR L'INNOVATION

Créé avec EnBW et l'université de Karlsruhe, l'EifER, European Institute for Energy Research, développe des technologies non polluantes de production d'énergie (piles à combustible notamment), ainsi que des outils pour un développement durable des villes et des territoires. La création du laboratoire CISEL sur la filière photovoltaïque, une Unité mixte de recherche illustre la coopération avec le CNRS⁽¹⁾.

> Répartition des dépenses de R&D environnement pour EDF maison mère (en %)

Domaines environnementaux	2002	2003
Effluents et déchets radioactifs	35,6	32,0
Énergies renouvelables	16,0	17,7
Eau	14,3	13,4
Air	14,3	11,6
Divers	8,7	9,9
Efficacité énergétique	1,3	4,2
Transports électriques	3,1	3,6
Dépollution	1,8	3,4
Déchets conventionnels	1,7	2,3
Bruit	2,2	1,5
Protection du paysage	1,0	0,4

L'ÉNERGIE POUR LE DÉVELOPPEMENT



Le nombre de familles n'ayant pas l'électricité représente un tiers de l'humanité et tend à augmenter: EDF agit pour faciliter l'accès à l'électricité, énergie fondamentale pour le développement.

Le programme ACCESS consiste à créer, dans les pays en voie de développement, des entreprises locales qui vendent des solutions d'énergie décentralisée aux communautés rurales éloignées des réseaux. À la fin 2003, quatre sociétés fournissaient leur service à environ 80 000 habitants.

Par ailleurs, des filiales du Groupe, notamment en Afrique et en Amérique latine, mettent en œuvre des solutions de paiement par anticipation, pour développer les économies d'énergie. Ainsi, en Afrique du Sud, la société PNES⁽²⁾ a électrifié des quartiers périurbains défavorisés. Elle dessert 600 000 personnes et mène des actions d'information et de formation auprès de ses clients sur les usages de l'électricité et la sécurité.

Enfin, le Groupe contribue à l'activité d'ONG comme Électriciens Sans Frontières et Droit à l'Énergie qui impliquent de nombreux salariés et contribuent à la mise en œuvre concrète de l'accès à l'électricité.

> Énergie pour le développement

Nombre de personnes desservies en électricité par le programme ACCESS



(1) CNRS : Centre national de recherche scientifique.

(2) PNES : Phambile Nombane Energy Services.



La démarche en direction des clients à faible revenu répond à la fois à une éthique de solidarité et à une vision économique à long terme. 🌐

En France, depuis de nombreuses années, EDF s'interdit toute coupure d'électricité sans contact préalable et a mis en place un service de maintien d'énergie (SME) qui garantit au client en difficulté une puissance minimale de 3 kW en attendant l'intervention des services sociaux. 195 000 SME ont été installés en 2003.

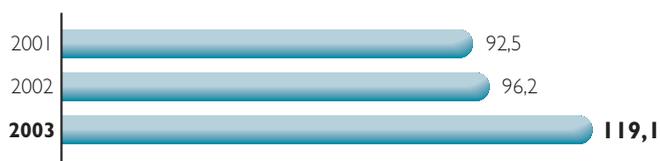
EDF a contribué à hauteur de 18,7 millions d'euros en 2003 au Fonds solidarité énergie aux côtés des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et de Gaz de France. EDF a remis à disposition des Commissions départementales solidarité énergie, les 4,2 millions d'euros non dépensés de sa contribution 2003.

En Grande-Bretagne, une contribution initiale de 3 millions d'euros a été versée au "EDF Energy Trust" qui a pour vocation d'aider à sortir du cycle de la dette. Le Trust est dirigé par un bureau d'adhérents indépendants de l'entreprise.

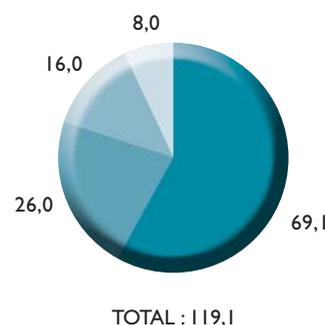
En Amérique latine, les filiales du Groupe développent des programmes éducatifs axés sur la sécurité domestique, les économies d'énergie et la protection de l'environnement.

Grâce à l'accord-cadre signé par Edenor, 25 municipalités de son aire de concession et l'État, 415 000 clients ont pu être "régularisés", c'est-à-dire qu'ils reçoivent désormais une facture (parfois leur seul document officiel) et qu'ils sont fournis en électricité de manière sûre (et non par branchement sauvage).

> EDF maison mère : dépenses de solidarité (en millions d'euros)



> EDF maison mère : répartition des dépenses de solidarité en 2003 (en millions d'euros)



■ Aide aux clients à faible revenu ■ Aide à l'emploi
■ Formation et emploi des personnes handicapées ■ Partenariats

> TROPHÉES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Associer cours d'alphabétisation et apprentissage des économies d'énergie

L'association Espace 19 donne des cours d'alphabétisation à des familles défavorisées du 19^e arrondissement de Paris. Les employés d'EDF ont eu l'idée d'ajouter un cours sur l'électricité : le vocabulaire, la sécurité domestique, la nécessité de conserver ses factures, comment communiquer avec EDF en cas de difficulté, comment mieux gérer son énergie. Des cours qui aident aussi EDF à réduire le nombre de factures impayées et à améliorer ses relations avec ses clients.

Marc Esteve et Régis Milbergues, Paris, France

Edenor a engagé une nouvelle stratégie sur les factures impayées, basée sur l'expérience d'autres sociétés internationales. Des compteurs de haute technologie à prépaiement incitent les consommateurs à économiser l'énergie et les aident ainsi à réduire leurs factures d'environ 39 %. Un moyen de faire accéder à l'électricité des personnes à bas revenus. Quatre collaborateurs d'Edenor ont proposé ce système, avec l'aide de Cashpower Sudamericana-Argentine qui a fourni les compteurs et l'aide technique pour la première phase. Une deuxième phase pour les utilisateurs industriels aura lieu avant la fin 2003.

Sergio Hugo Agoff, Azopardo, Argentine



Un Groupe partenaire



Le groupe EDF travaille avec un large éventail de partenaires, institutions nationales et internationales, pouvoirs publics, collectivités locales, associations et entreprises. Nous sommes convaincus que c'est en confrontant les idées et les points de vue, en collaborant étroitement, que nous pouvons progresser et apporter des solutions pertinentes aux nombreux défis économiques, environnementaux, sociaux et sociétaux qui sont les nôtres.

PARTENARIATS INSTITUTIONNELS



Avec les collectivités locales

En 2003, avec les deux ministères du Logement et de l'Écologie ainsi qu'avec l'Union des HLM, l'ADEME et la Caisse des Dépôts, EDF et la Délégation interministérielle à la ville ont lancé deux appels à Grands Projets de Ville afin de susciter et promouvoir des initiatives en faveur du développement durable et de la qualité de la vie dans des quartiers défavorisés.

Avec le Global Village Energy Partnership

EDF participe au Global Village Energy Partnership (GVEP), créé par le PNUD⁽¹⁾ et la Banque mondiale. EDF anime le projet lié au pilotage et à l'évaluation des programmes d'énergie rurale.

Avec l'ADEME

Le partenariat entre EDF et l'ADEME se poursuit depuis dix ans. Leur dernier accord s'achevait en 2003 et un nouvel accord est en préparation. Durant les trois dernières années, cette coopération a concerné plus de 300 projets dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables et de l'accès à l'électricité.

Avec le Conseil national du développement durable

Le groupe EDF contribue à l'élaboration de la Stratégie nationale de développement durable, ainsi qu'aux travaux du Commissariat au Plan sur la mise en œuvre de cette stratégie.

PARTENAIRE DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

Partenariats pour le développement durable

En 2002, EDF a adhéré au WBCSD (World Business Council for Sustainable Development). En tant que partenaire actif, EDF a contribué en 2003 à quatre groupes de travail sur l'énergie et les changements climatiques, l'exercice de la responsabilité, les moyens d'existence durables.

Initiatives en France

EDF est aussi membre fondateur de nombreuses ONG françaises conduisant réflexions et actions en faveur du développement durable. EpE (Entreprises pour l'environnement) a centré ses travaux sur le changement climatique et les échanges de permis d'émission et l'ORSE, Observatoire de la responsabilité sociale et économique, s'est notamment impliqué dans le Pacte mondial des Nations unies en 2003.

> TROPHÉES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

• Recyclage de voitures

Les voitures réformées du centre de distribution de Villejuif sont maintenant recyclées. De jeunes apprentis les réparent. Une moitié est donnée à des start-up locales et des associations caritatives, l'autre est revendue, ce qui permet de financer la réparation des voitures suivantes. Résultat : le centre maîtrise l'état des véhicules remis en circulation et contribue à la création d'entreprises et à la formation professionnelle de jeunes. Cinq salariés d'EDF sont à l'origine de cette initiative, Donation Robert & Nelly de Rothschild.

Stéphane HIRT, Villejuif, France

(1) PNUD : Programme des Nations unies pour le Développement.

EDF met progressivement en place avec les ONG des partenariats respectant la vocation de chacun et permettant au Groupe de mieux connaître et comprendre les attentes de la société civile.

Ces orientations sont complétées par les actions de la Fondation EDF qui apporte aussi son savoir-faire et des financements pour la protection des espaces naturels, la santé, le sport et la culture.

Connexion avec le futur – Argentine

Le programme pédagogique d'Edenor, Connexion avec le futur, visant à apprendre aux jeunes à utiliser l'électricité, a été déclaré d'utilité publique par la ville de Buenos Aires. Edenor conduit aussi des programmes pour encourager les enfants à poursuivre des études et accorde des bourses aux étudiants méritants.

Fondation Nicolas Hulot – France

EDF poursuit depuis plusieurs années un partenariat avec la Fondation Nicolas Hulot. Ce partenariat s'est illustré en 2003 à travers son volet international, par le soutien à des communautés locales de pays en développement pour faire de la valorisation de leur patrimoine un levier de développement économique. EDF a aussi contribué à la création du centre de formation environnemental de Branfere en Bretagne.

Energetic Hands – Royaume-Uni

Au Royaume-Uni, EDF Energy a créé le programme Energetic Hands pour apporter des conseils en matière d'économie d'énergie à ses clients. 20 employés de Plymouth, volontaires pour le programme, ont commencé par une journée de formation à l'efficacité énergétique et de sensibilisation à la situation des clients démunis, organisée par le Centre de conservation solaire et de l'énergie.

OBSERV'ER – France

EDF a renouvelé pour la période 2004-2006 son partenariat, vieux de 25 ans, avec l'association OBSERV'ER, Observatoire français chargé de remettre des certificats d'énergie renouvelable (REC). EDF et OBSERV'ER ont publié en 2003 le cinquième inventaire des énergies renouvelables dans le monde.

La FAPE – France

Créée par EDF, Gaz de France et trois syndicats, la fondation Agir Pour l'Emploi favorise l'insertion en agissant pour la solidarité et contre l'exclusion. Elle est financée par des dons des salariés, abondés par EDF et Gaz de France.

Les 80 projets soutenus ont aidé à la création ou à la pérennisation de 667 emplois.

Le total des subventions accordées est de 1 017 489 euros.

Union Nationale pour la Pêche en France

Le partenariat entretenu depuis plusieurs années avec l'UNPF a été renforcé cette année pour le suivi hydrobiologique des rivières après la canicule.

Électriciens Sans Frontières

Cette ONG, largement composée de salariés d'EDF, s'implique dans des projets d'électrification dans les pays en développement ainsi que dans des interventions d'urgence. En Iran, après le séisme de décembre 2003, elle a envoyé 25 groupes électrogènes à Bam.

Droit à l'énergie

EDF soutient cette ONG créée par des syndicalistes français pour faire valoir, dans le monde, le droit à l'énergie, un bien indispensable au développement économique et social.

E7

Le E7 regroupe neuf des plus grands électriciens mondiaux autour des enjeux du développement durable : Edison international (États-Unis), EDF (France), ENEL (Italie), Hydro-Québec (Canada), Kansai (Japon), Ontario-Hydro (Canada), RWE (Allemagne), Tepco (Japon). Le Fonds E7, qui a le statut d'ONG accréditée par l'ONU, a lancé en 2003 deux nouveaux projets en partenariat avec le PNUD, l'un en Bulgarie sur les économies d'énergie, l'autre au Nicaragua dans le domaine de la mini-hydraulique.

Dans la continuité de notre tradition de **service public**,
l'énergie pour le développement n'est pas un slogan
mais le cœur de notre **culture Groupe**.



Tableau de correspondance

Cette liste d'indicateurs correspond aux données publiées dans le présent rapport de développement durable, sachant que les états financiers et le rapport annuel du groupe EDF comportent des informations complémentaires, notamment sur les volets économiques et financiers, qui correspondent pour certains d'entre eux à des informations GRI.

Indicateurs de performance

Économie

Provisions pour déconstruction des centrales
 Provisions pour fin de cycle du combustible nucléaire
 Dépenses de R&D

Environnement

Consommation totale de matières premières (autres que l'eau), par type
 Pourcentage de matériaux consommés qui sont des déchets (recyclés ou non) provenant de sources externes à l'entreprise
 Consommation directe d'énergie, répartie par source primaire
 Description des principaux impacts sur la biodiversité des activités et/ou produits et services de l'entreprise dans les environnements terrestres, d'eau douce et maritimes
 Émissions spécifiques de CO₂
 Émissions de NOx
 Émissions de SO₂
 Quantité totale de déchets par type et par destination (y compris : cendres et % valorisé déchets nucléaires FA et TFA)
 Rejets d'activité dans l'eau et dans l'air
 Impacts environnementaux significatifs des principaux produits et services
 Énergies renouvelables : part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables
 Énergies renouvelables : quantité d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables
 Énergies renouvelables : sites isolés équipés en photovoltaïque
 Énergies renouvelables : vente d'électricité verte à des clients finaux
 Dépenses de protection de l'environnement
 Prélèvements annuels d'eau dans la nappe phréatique et en surface / Volume total d'eau recyclée et réutilisée
 Management de l'environnement (ISO 14001)
 Dépenses de R&D environnement ventilées par domaine
 Pourcentage d'enfouissement des nouvelles lignes moyenne tension

Conditions de travail

Effectifs et répartition par zone / par type
 Pourcentage d'employés couverts par des conventions collectives
 Description des commissions paritaires officiellement chargées des questions de santé et de sécurité, comprenant des représentants de la direction et du personnel ; proportion du personnel couverte par toute commission de ce type
 Accidents du travail ayant donné lieu à un arrêt de plus de trois jours
 Accidents mortels
 Politique et programmes spécifiques de management des compétences et de formation continue
 Taux d'absentéisme
 Taux de formation
 Pourcentage de femmes dans le collège Cadres
 Représentation officielle des employés à la prise de décision ou à la gestion, y compris en matière de gouvernement d'entreprise
 Pourcentage de salariés couverts par un système de management santé – sécurité
 Accord FAGERH
 Intervenants dans le nucléaire : dosimétrie, suivi médical

Droits de l'homme

Dépenses de solidarité
 Politique handicapés

Responsabilité des produits

Respect de codes volontaires ; labels ou distinctions décernés à l'entreprise en matière de responsabilité environnementale (ISO 14001)

Autre indicateur

Nombre de clients desservis en électricité dans des conditions d'électrification rurale décentralisée

Légende pour le périmètre de reporting :

Niveau 1 : publication pour la maison mère – Niveau 2 : niveau 1 + certaines sociétés du Groupe – Niveau 3 : publication d'un chiffre consolidé Groupe.

	Référence GRI	Pages
Vision et stratégie	1.1 et 1.2	4
Profil	2.1 à 2.22	6
Gouvernance et systèmes de management	3.1 à 3.20	8 ; 14

Référence GRI (en gras : indicateurs de base GRI)	Référence NRE	Principe du Pacte Mondial	Périmètre 2003 1 – 2 – 3			Pages
	Art. 2.7		X			19
	Art. 2.7		X			19
			X	X	X	22
EN1	Art. 2.1	8	X			20
EN2		8	X			20
EN3	Art. 2.1	8	X			20
EN7	Art. 2.1	8	X	X		16-18 ; 20
EN8	Art. 2.1	8	X	X	X	16
EN10	Art. 2.1	8	X	X	X	16
EN10	Art. 2.1	8	X	X	X	16
EN11	Art. 2.1	8	X			17 ; 20
EN12 EN10	Art. 2.1	8	X			18
EN14	Art. 2.1	8	X	X		16-18 ; 20
EN17	Art. 2.1	9	X	X	X	14
EN17	Art. 2.1	9	X	X	X	14
EN17	Art. 2.1	9	X			15
EN17	Art. 2.1	9	X	X	X	21
EN35	Art. 2.5		X		X	19
EN21/EN22	Art. 2.1 / 2.2	8	X			20
Lien PR6	Art. 2.3 / 2.4 / 2.9	8	X	X	X	8
-	Art. 2.5	8	X			19
-	Art. 2.2	8	X			17
LA1	Art. 1.1		X	X	X	13 (maison mère) Rapport annuel (Groupe)
LA3		3	X		X	12
LA6						Rapport annuel
LA7	Art. 1.2 – 1.5		X	X	X	10
LA7	Art. 1.5		X	X	X	10
LA17	Art. 1.1 / 1.6					12
LA7	Art. 1.2		X	X	X	11
LA9	Art. 1.6		X	X	X	12
LA11		6	X	X	X	13
LA13						12 et Rapport annuel
LA14	Art. 1.5		X			10
LA 15	Art. 1.5					13
Lien LA14	Art. 1.5		X			11
	Art. 1.8		X	X		23
HR4	Art. 1.7	1-6	X			13
PR6	Art. 2.3 / 2.4 / 2.9		X	X	X	8
			X			15 ; 23

